



13^{ème} promotion (2005-2006)

Mémoire de géopolitique

Séminaire « Russie »

**Peut-on craindre, à moyen terme, un conflit sino-russe dans la région du
BAÏKAL/AMOUR ?**

Chef d'Escadron Patrice CUDENNEC
Armée de terre
Groupe B4

Sous la direction de
Mademoiselle Isabelle FACON
chargée de recherche à la
Fondation pour la recherche stratégique

Mars 2006

Sommaire

1^{ERE} PARTIE : LES RAISONS HISTORIQUES DES DIFFERENDS SINO RUSSES.

1.1. Présentation de la région et situation politique des années 1950.

1.11. Données physiques.

1.12. L'entente mutuelle.

1.2. La césure de 1959.

1.21. Le 20^{ème} congrès du Kominterm.

1.21.1. La rupture des relations.

1.21.2. Les exigences chinoises.

1.22. Le facteur culturel.

1.3. Les incidents de frontière.

1.31. Le départ des conseillers russes.

1.32. Les craintes chinoises d'une intervention soviétique.

1.33. Le conflit militaire sur l'île DAMANSKY et le lac JALANASHKOL.

1.4. La reprise des pourparlers.

1.41. L'action de M. Gorbatchev.

1.42. La chute de l'URSS et le rapprochement post-Tienanmen.

1.43. Le temps des traités.

1.44. L'après « 11 septembre ».

2^{EME} PARTIE : EXISTE-T-IL UNE TENTATION CHINOISE A S'ETENDRE VERS LES TERRITOIRES RUSSES ?

2.1. La Chine privilégie sa construction de puissance économique.

2.11. Maintenir une stabilité intérieure.

2.12. L'orientation actuelle.

2.13. Vers une Chine capitaliste.

2.2. L'enjeu de l'immigration chinoise.

2.21. Une nécessité réciproque.

2.22. Le déséquilibre démographique.

2.23. La contrebande, facteur de déstabilisation.

2.24. Vers une zone de « non droit » et une assimilation chinoise ?

2.3. Le déséquilibre des forces en présence.

2.31. Etat des lieux de l'armée russe.

2.32. La doctrine chinoise.

2.32.1. L'organisation militaire.

2.32.2. La politique de défense.

2.4. La question énergétique.

2.41. L'état des besoins.

2.42. Le risque maîtrisé.

3^{EME} PARTIE : LES ATTITUDES POSSIBLES DE LA RUSSIE.

3.1. La coopération en matière d'armement.

3.11. Le cas particulier du nucléaire.

3.12. La Russie s'impose comme partenaire majeur.

3.13. Le renforcement de la cohésion par le biais des exercices.

3.2. Développer les liens commerciaux.

3.3. Privilégier la voie diplomatique dans le différend frontalier.

3.31. La situation actuelle sur la frontière.

3.32. Une projection sur l'avenir et l'atout du pétrole sibérien.

3.4. Les médiateurs possibles d'une crise éventuelle.

3.41. Le groupe de Shanghai.

3.42. L'action de l'ONU.

3.43. La question coréenne.

3.44. Le rôle possible des Etats-Unis.

Introduction

La Russie et la Chine¹, géants géographiques de l'Eurasie, entretiennent depuis le tout début du 17^{ème} siècle des relations bilatérales rendues inévitables par plus de 4000 kilomètres de frontière commune. La situation géographique et l'évolution historique du rôle géopolitique de la Russie lui assignent la double fonction de pont et de barrage entre l'Europe et la Chine.

Bien que voisins, les deux pays ont créé des civilisations au développement historique et culturel fortement différencié : orthodoxe pour la Russie et confucéenne pour la Chine. Toute analyse comparative du développement national des deux Etats est donc impossible.

La Russie et la Chine sont engagées dans un processus de normalisation de leurs relations depuis le début des années 1980 ; le spectre de la confrontation semble s'être définitivement éloigné depuis la proclamation de « Partenariat Stratégique » en 1996. Les deux Etats ont à défendre des intérêts souvent contradictoires. L'un des traits le plus remarquable dans les relations bilatérales sino-russes est la permanence de tensions sur la ligne frontalière, entretenues par la récurrence de conflits locaux suffisamment maîtrisés pour ne pas dégénérer en réelle guerre. La Chine teste régulièrement les réactions de la Russie sur la frontière et, s'étant convaincue de ses capacités militaires, revient au statu quo². En ce début de 21^{ème} siècle, le potentiel conflictuel augmente et les efforts de prévention de l'escalade des tensions sont appelés à jouer un rôle clé pour la stabilité régionale des prochaines décennies. A cet effet, il est crucial de prendre conscience de ce que la coopération sino-russe ne se construit pas en terrain vierge et qu'il est impossible de faire abstraction de plus de quatre siècles d'histoire de relations bilatérales. La crise des années 1960 illustre à quel point l'illusion d'une re-crédation des relations sino-russes en faisant table rase du passé peut mettre en péril la paix entre les deux Etats.

Toutefois, la crainte du géant chinois et d'une « vassalisation » de la Russie, bien ancrée dans la population et chez les intellectuels russes, s'est encore plus développée depuis le traité d'amitié. Les sinologues russes estiment que s'il advenait que la Russie fasse preuve de

¹ Par convention, le terme de « Chine » désignera ce pays d'avant la révolution puis la République Populaire de Chine d'après 1949, à l'exclusion de Taiwan.

² C'est ce qui a eu lieu à ALBAZIN en 1681, à YILI en 1878, en Mandchourie en 1900, le long de la ligne frontalière et contre le K.V.Z.D, à de nombreuses reprises, des années 1920 aux années 1940 puis au cours la crise des années 1960.

faiblesse ou manquait de fermeté face aux provocations chinoises, les frontières russes de l'Heilongjiang ne pourraient être maintenues dans leur état actuel.

Ce travail envisagera la question frontalière dans une perspective géopolitique et son déroulement historique. Dans un premier temps, il sera effectué un retour sur les raisons historiques des différends sino-russes ; il n'y sera toutefois pas résumé quatre siècles de relations entre les deux géants. Nous nous attacherons en particulier à la rupture des années soixante. Puis, une seconde partie mettra en avant les fondements éventuels d'une « tentation » chinoise d'expansion vers la Sibérie et ses richesses économiques. Enfin, ce mémoire clôturera sur l'attitude possible de la Russie face à cette menace.

1^{ERE} PARTIE : LES RAISONS HISTORIQUES DES DIFFERENDS SINO-RUSSES.

La césure de 1959 souligne la rupture idéologique de la Chine avec le grand frère soviétique et un renouveau dans les tensions territoriales.

A compter de cette date, la situation évolua dans le sens d'une confrontation totale entre les deux plus grands systèmes communistes du monde. Le dévoilement des prétentions territoriales dirigées contre l'Union soviétique se déroula sur fond de combat idéologique contre un système communiste « révisionniste »... Le problème territorial entre les deux pays apparaît dès lors comme inséparable de la querelle idéologique durant cette période.

1.1. Présentation de la région et situation politique des années 1950.

Avant tout propos, il convient de présenter la région frontalière concernée par ce propos. La Russie possède deux tronçons frontaliers avec la Chine ; nous n'étudierons pas le premier tronçon, long de 55 kilomètres environ afin de nous concentrer sur la Mandchourie.

1.11. Données physiques.

Les territoires sont très contrastés de part et d'autre de la frontière sino-russe, que l'on pourrait qualifier de ligne de discontinuité. La connaissance exacte des tracés frontaliers date de 1999, après des mesures conjointes des deux pays.

D'un point de vue démographique, la Mandchourie a vu une colonisation chinoise importante dès le 19^{ème} siècle. La Russie n'a jamais porté un intérêt marqué pour cette région de son empire.

Actuellement, on observe un déséquilibre notable, avec une population frontalière chinoise de 110 millions d'habitants contre 7 millions de russes dans les 5 provinces (OBLAST ou KRAÏ) de Tchita, de l'Amour, de la région autonome juive du Birobidjan, du Khabarovsk et de celle de Primorie.

Par ailleurs, il convient de souligner les différences de développement : le côté chinois (la province de l'Heilongjiang) est en pleine expansion et marqué par un essor économique alors que les régions russes stagnent. La communauté chinoise, dans les provinces du Birobidjan, de Khabarovsk et de Primorie dépasserait 2 millions d'individus avec des flux (réguliers mais surtout clandestins) de plus de 300 000 personnes par an. De leur côté, les Russes n'ont jamais consacré les moyens humains et matériels à cette partie de leur territoire. Le

déséquilibre démographique s'accroît progressivement, mais sûrement, au détriment de la population russe.

1.12. L'entente mutuelle.

Si les relations ont été longtemps houleuses, il régna cependant une période d'entente entre les deux grands du communisme. Le soutien de l'Union soviétique débuta dès la « longue marche » et accompagna la prise de pouvoir de Mao...

En 1949, la Chine avait besoin d'un allié pour construire son indépendance, dans un contexte de guerre froide; ce sera naturellement l'Union soviétique (URSS) qui apportera un soutien logistique à l'établissement doctrinal de la révolution. Des transferts massifs de technologies auront lieu de 1947 à 1957 (Construction de barrages, implantation d'industries lourdes...).

Un traité d'alliance et d'entraide sera signé en 1950. L'Union soviétique apporta alors son soutien à l'entrée de la jeune République Populaire de Chine, contre Taiwan, au conseil de sécurité de l'ONU.

Durant la guerre de Corée, de 1950 à 1953, l'URSS apportera son soutien actif et inconditionnel à l'intervention chinoise; cette période marquera l'apogée de la coopération sino-soviétique.

1.2. La césure de 1959.

Trois éléments sont principalement avancés afin d'expliquer la rupture des relations bilatérales sino-soviétiques :

- La mise en doute de l'existence de l'amitié sino-russe ;
- Les prétentions politiques croissantes de Mao sur l'ensemble du camp socialiste après la mort de Staline ;
- Une volonté d'autonomisation de la Chine envers l'URSS.

Afin de justifier cette rupture, bon nombre d'historiens et de politologues remettent aujourd'hui en cause la dite « amitié » de la première moitié du vingtième siècle. Ils ont avancé que la rhétorique fraternelle n'avait été qu'une mise en scène idéologique. Pourtant, l'existence d'une amitié forte guidant les relations bilatérales semble difficile à mettre en doute³. Dans une telle optique, la rupture serait le résultat d'une série de malentendus sur le sens de « l'amitié fraternelle ».

³ De nombreux signes prouvent l'existence de liens bien réels. La lutte des classes et le marxisme-léninisme constituent un ciment puissant. L'histoire des relations entre les deux partis ne manque pas d'illustrations de cette solidarité : aide financière et militaire aux communistes chinois durant la guerre civile et l'occupation

1.21. Le 20^{ème} congrès du Kominterm.

Le 20^{ème} congrès du Kominterm fixera les trois principes de la nouvelle politique soviétique:

1. La « coexistence pacifique » marquera la fin dogmatique de la guerre à outrance contre le capitalisme et l'impérialisme.
2. Durant ce congrès, il sera amorcé le passage progressif du communisme au socialisme: ce point sera la rupture avec « l'idéal » chinois et la ligne de conduite Mao.
3. Cette époque voit également, en Union soviétique, le début de la « déstalinisation » : les idéaux et la doctrine prônant le combat pour une révolution mondiale sont abandonnés. Cette réorientation sera considérée par la Chine comme une trahison.

1.21.1. La rupture des relations.

L'année 1963 vit l'apogée des tensions. Khrouchtchev prit la décision de « punir » la Chine en fermant presque tous les programmes de coopération économique entre les deux pays. Khrouchtchev pensait pouvoir ainsi faire plier Mao, qui restait dépendant de l'aide économique soviétique. Mais au contraire, cela renforça les Chinois dans leur opposition car ils y virent la preuve de la trahison soviétique.

Le décès de Staline avait effectivement laissé la place de « chef du bloc socialiste » vacante. Mao aurait même pu s'appuyer sur les paroles de Staline de 1950 : « La Chine doit se transformer en arsenal de l'Asie » et « la Chine doit être le leader en Asie et guider les masses du prolétariat du continent ».

1.21.2. Les exigences chinoises.

Mao réclama, durant cette même période, et de manière catégorique la bombe nucléaire à l'URSS. La Chine ne se satisfaisait pas de la maîtrise du processus technologique. Par ailleurs, lorsque Khrouchtchev fit part à Mao de la requête du président Eisenhower, concernant la libération des militaires américains faits prisonniers par la Chine durant la guerre de Corée, cela détériora définitivement les relations . Les captifs américains constituaient en effet l'un des enjeux des relations sino-américaines. L'URSS passait, suivant la norme idéologique chinoise, dans le camp impérialiste...

japonaise, choix de soutenir MAO contre le KUOMINTANG, création de bases militaires de Mandchourie, reconnaissance diplomatique de la RPC en 1949, signature du traité d'amitié en 1950... La création d'une base industrielle en Chine, la modernisation et le réarmement de l'APL avec l'aide de l'Union Soviétique, quasiment jusqu'au don de la bombe nucléaire, ont constitué les sommets de cette relation de confiance.

1.22. Le facteur culturel.

Avant 1959, Pékin se trouvait encore dans la sphère d'influence de l'URSS et laissait les directives de Moscou, leader du mouvement révolutionnaire mondial, guider son cours politique. Les critiques de Mao envers Staline restaient sous la forme de débats internes et n'étaient en aucun cas reprises dans les publications destinées au grand public. Début 1956, Mao exprime son soutien aux décisions du 20^{ème} Congrès du Komintern. L'aide soviétique était indispensable pour résoudre ses problèmes économiques.

Toutefois, lorsque Khrouchtchev fustigea avec émotion les entorses à la loyauté socialiste, les répressions et purges dans l'armée et le Parti, l'existence du système des goulags en Union Soviétique, cela produisit une grande émotion au sein des partis communistes européens. Mais pour la tradition chinoise, la mort n'a pas la même signification que dans la culture européenne ou russe. En Orient, la vie n'a pas le même prix qu'en Europe. L'accent mis par le rapport de Khrouchtchev sur les purges ne produisit aucune impression sur Mao. Les dirigeants du PCC n'acceptèrent pas la direction proposée par Khrouchtchev. Mao n'avait jamais eu pour objectif d'exterminer le prestige de Staline. Pendant plusieurs décennies, Staline avait été « le maître à penser » des communistes chinois. Pour Mao, Staline avait pris les traits du chef de famille féodale chinoise, où le père est un sévère despote mais où l'obéissance demeure une norme séculaire inébranlable. Pour Mao comme pour le chinois ordinaire, blasphémer le père constitue la trahison suprême ne pouvant conduire qu'au suicide social. Khrouchtchev avait fait « perdre la face » à Mao (acte d'une gravité extrême au regard de la mentalité chinoise). La plupart des sinologues russes étudiant les causes de la rupture des relations bilatérales négligèrent à tort ce facteur culturel.

1.3. Les incidents de frontière.

La détérioration politique progressive allait trouver son prolongement dans des affrontements armés le long du fleuve Amour, carrefour des Etats. Si l'on peut aujourd'hui les qualifier de « maîtrisés », ces combats ont failli déclencher une guerre nucléaire préventive. Des incidents et accrochages eurent lieu dès 1964-1965, entre gardes-frontières. Ils allèrent croissants durant une décennie...

1.31. Le départ des conseillers russes.

La crise du Détroit de Formose, comme la guerre sino-indienne marquèrent l'abandon par Mao des orientations et de la ligne politique de Moscou fondé sur la coexistence pacifique avec les pays occidentaux au profit de la poursuite d'une voie nationale de développement.

Ces choix politiques de Mao en faveur de la renaissance de la nation chinoise et leurs applications en politique étrangère par Zhu Enlai ont perduré avec Deng Xiaoping en prenant la forme d'une modernisation économique de la Chine.

L'« aide soviétique au peuple fraternel chinois » était l'une des composantes majeures des relations intergouvernementales entre la Russie et la Chine. Le rappel des spécialistes constituait donc une rupture unilatérale de contrats importants entre les deux pays. Formellement, le gouvernement chinois avait le droit de se plaindre auprès des soviétiques du départ de ces spécialistes. Mais pour la Russie, l'arrêt de ce soutien notable à la Chine ne constituait que le retour dans les limites de relations intergouvernementales classiques, grâce à l'arrêt du parasitage par la Chine de l'aide économique, financière et militaire soviétique.

1.32. Les craintes chinoises d'une intervention soviétique.

Aujourd'hui encore, les sinologues russes ne se prononcent pas avec certitude sur le fait que Mao ait réellement cru en la possibilité d'une offensive soviétique contre la Chine. Ce dernier avait pu voir la force de la répression du mouvement hongrois en 1956, et plus tard, les événements de Tchécoslovaquie en 1968 créèrent un mouvement de panique dans la presse chinoise.

Un autre facteur susceptible de convaincre les dirigeants chinois de la probabilité d'une attaque de Moscou était l'observation des signaux envoyés par le Kremlin lui-même. Face aux prétentions territoriales affichées par Mao et à l'arrivée de populations chinoises en Extrême-Orient soviétique, l'Union Soviétique commença en effet à militariser massivement sa ligne frontalière avec la Chine⁴ et à inciter la population russe à s'installer en Extrême-Orient⁵. La Mongolie constituait le maillon faible de ce système défensif : sa frontière avec la Chine était quasiment virtuelle. Le 15 janvier 1966, la Mongolie et l'URSS signèrent un traité d'Amitié, de Coopération et d'Entraide en vertu duquel l'armée soviétique pouvait librement agir en territoire mongol pour la protection de sa souveraineté.

Le monstre géopolitique, créé grâce à l'aide de Staline, constituait une menace grandissante pour l'Union Soviétique elle-même.

⁴Des fortifications, des champs de mines, des centaines de kilomètres de barbelés furent établis. La frontière fut équipée d'un système de surveillance et d'alerte face à la Chine. Dès 1964, l'URSS avait renforcé ses forces armées sur la ligne frontalière. Mais ce renforcement avait exclu les gardes-frontières du K.G.B. Avant la confrontation sino-soviétique, l'URSS n'entretenait que 10 divisions en Extrême-Orient. En 1985, 54 divisions stationnaient dans la zone, soit environ 1 million d'hommes.

⁵ Les provinces chinoises d'Extrême-Orient comptaient alors 100 millions de personnes, contre seulement 7 millions du côté soviétique. Il convient de souligner que le chiffre de la population russe est stable depuis 30 ans alors que la population chinoise a doublé...

1.33. Le conflit militaire sur l'île Damansky et le lac Jalanashkol.

Ces deux conflits sont considérés comme des conflits locaux ayant développé un risque majeur de dégénérer en guerre de grande ampleur, comble du paradoxe, en confrontation ouverte entre deux pays du bloc socialiste. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la Russie prenait les armes sur son propre territoire. Les observateurs en Occident et en Russie semblent ignorer que l'Union Soviétique avait frôlé l'utilisation préventive de l'arme atomique contre la Chine : ces derniers n'arrivaient pas à jauger le potentiel d'agressivité. Dans tous les villages chinois frontaliers, fut proclamé l'état d'urgence et une bande de 200 km à partir de la frontière fut déclarée zone interdite et première ligne de défense de la Chine. En janvier et février 1969, eurent lieu de fréquentes escarmouches entre militaires chinois et soviétiques. Ces accrochages entre l'armée de libération populaire (APL) et les gardes-frontières du KGB, mirent en ligne, blindés et artillerie lourde.

Jusqu'à fin avril 1969, ce secteur frontalier fut placé sous le contrôle du ministère de la défense, le temps que la situation se stabilise. Puis les gardes-frontières du K.G.B le reprirent en main. Le bureau politique organisa une réunion à huis clos afin d'analyser l'action des gardes-frontières, qui fut considérée globalement positive. Suite à cela, le bureau politique prit la décision de renforcer et militariser l'ensemble de la ligne frontalière pour en faire une forteresse imprenable.

Il s'est avéré que la planification des événements sur la frontière sino-soviétique relève de la responsabilité de Zhu En Lai et leur réalisation de Kang Sheng et de ses services de la sécurité intérieure (démontrant le peu de confiance en l'armée qu'avait Mao).

Au mois de mai 1969, la Chine avait planifié une opération de provocation dans le secteur occidental (Asie Centrale) de la ligne frontalière sino-soviétique. Mais la démonstration de force massive des armées soviétiques fit avorter ce projet qui fut reporté dans un secteur frontalier sans concentration de troupes soviétiques, le secteur de Jalanashkol.

L'opération dans la région du lac Jalanashkol fut minutieusement préparée par les services secrets chinois.

Les 10 et 11 août 1969 les forces chinoises, par groupes de dix à quinze hommes, se sont dissimulées sur la frontière de l'Union Soviétique. Le 12 août, sur le poste frontalier chinois Terekty, étaient concentrés 150 soldats, qui en trois groupes, franchirent la frontière. Cette incursion fut violemment repoussée par les russes.

L'effet principal de ces deux attaques chinoises sur le territoire soviétique est celui d'une prise de conscience de la population soviétique de l'inexistence de fraternité entre les peuples russe

et chinois. Dans l'esprit des dirigeants soviétiques, la réalité des relations sino-soviétiques est apparue au grand jour.

1.4. La reprise des pourparlers.

1.41. L'action de M. Gorbatchev.

La reprise des pourparlers sino-soviétiques fut véritablement lancée après les deux discours que fit Mikhaïl Gorbatchev à Vladivostok, en juillet 1986, et à Krasnoïarsk, en septembre 1988. Ils étaient directement adressés à la Chine dans le but de lui annoncer la volonté soviétique de rentrer définitivement dans une ère de détente.

Gorbatchev annonça ainsi le retrait des troupes soviétiques, stationnées le long de la frontière entre les deux pays, et celui des troupes présentes en Afghanistan ; il se prononça également en faveur d'une résolution pacifique de la crise cambodgienne. En mai 1989, alors que tous ces problèmes étaient réglés, il se rendit à Pékin. La répression du mouvement de Tienanmen qui faisait alors rage, n'empêcha pas les deux pays de déclarer une « coexistence pacifique » et de se mettre d'accord pour délimiter leur frontière, ce qui fut fait dans un traité signé en mai 1991. Parallèlement, les deux Etats s'engagèrent à développer une coopération économique et commerciale.

1.42. La chute de l'URSS et le rapprochement post-Tienanmen.

Cependant, la chute de l'Union soviétique ralentit cette reprise des relations sino-russes. La victoire des démocrates pro-occidentaux à Moscou réduisit la coopération étroite avec la Chine, dont les relations avec la communauté internationale étaient tendues depuis l'affaire de Tienanmen. L'effondrement du monde soviétique, quelques mois après les révoltes étudiantes de Pékin, suivi de la mise au ban de la Chine sur le plan international, obligèrent le gouvernement chinois à réagir. En février 1992, lors de son voyage dans le sud de la Chine, Deng Xiaoping annonça la nécessité pour le pays d'accélérer la réforme vers l'économie de marché. Ce souhait fut adopté lors du 14ème congrès du parti communiste chinois en octobre 1992.

A cette date, la Chine et la Russie avaient donc un même but : mener à bien leur transition vers l'économie de marché. Cet objectif commun rendait la coopération encore plus attractive pour les deux pays. Aux yeux de certains officiels russes, rapidement déçus par les pays occidentaux qui n'apportaient pas à la Russie l'aide économique espérée, la Chine faisait figure de modèle de transition économique post-socialiste qui avait su éviter les désordres internes. Pour la Chine, la Russie apparaissait comme le partenaire commercial idéal avec qui

elle pouvait échanger ses excédents de marchandises contre des matières premières et de l'armement.

1.43. Le temps des traités.

Le nouveau contexte international qui se substitua à la guerre froide aida également les deux pays à devenir plus « intimes ». En effet, la Chine et la Russie s'opposèrent rapidement au nouvel ordre mondial dirigé par l'hyper puissance américaine. Les deux Etats s'allièrent dans un « partenariat constructif » en 1994, établirent les accords de Shanghai en 1996, et signèrent un « partenariat stratégique » en 1997, qui se renforça graduellement au rythme des oppositions conjointes des deux pays concernant des questions internationales comme l'intervention de l'OTAN au Kosovo et la politique américaine concernant l'Irak.

Lors d'une réunion sino-russe au sommet, qui se tint à Pékin les 9 et 10 décembre 1999, les deux présidents critiquèrent une fois de plus l'unilatéralisme américain. Afin d'institutionnaliser leur position commune sur les grandes questions internationales, caractérisée par l'opposition à la politique américaine et par la défense d'un monde multipolaire géré par l'ONU, ainsi que les progrès bilatéraux accomplis durant la décennie quatre-vingt-dix où « les relations entre les deux pays n'ont jamais été aussi bonnes », la Chine et la Russie signèrent à Moscou, le 16 juillet 2001, un traité de « bon voisinage, d'amitié et de coopération ». Ce dernier fut ratifié par le comité permanent de l'Assemblée populaire de Chine et la Douma russe, respectivement les 28 octobre et 26 décembre 2001, puis entra en vigueur après l'échange des ratifications le 28 février 2002. L'idée centrale du traité était « le développement de relations de voisinage stables et à long terme et d'une amitié entre les deux pays, sur la base d'une coopération mutuellement bénéfique », qui devait être « rapide, stable et ininterrompue ». Pour cela, les deux pays s'engagèrent « à ne rentrer dans aucune alliance ou conflit dirigé contre un pays tiers ».

1.44. L'après « 11 septembre ».

L'année qui suivit les attentats terroristes du 11 septembre 2001 court-circuita cependant ce partenariat. En effet, la Russie se rapprocha des Etats-Unis au détriment de la Chine. Trop heureuse de pouvoir participer à la coalition contre le terrorisme aux côtés des Etats-Unis, ce qui légitimait sa guerre en Tchétchénie, la Russie émit également le souhait de participer à l'OTAN et ne critiqua même pas les Etats-Unis lors de leur retrait du traité ABM 6. Si la Chine vit cette nouvelle position russe d'un mauvais oeil, elle eut à peine le temps de protester car, entre-temps, le contexte international avait encore évolué : la Corée du Nord se lançait dans un chantage nucléaire avec les Etats-Unis tandis que ces derniers préparaient leur intervention militaire en Irak. Ces deux problèmes internationaux donnèrent l'occasion à la

Chine et à la Russie de s'unir à nouveau. Lors de leur rencontre au sommet, au début du mois de décembre 2002, Jiang Zemin, Hu Jintao et Vladimir Poutine condamnèrent tous les trois la Corée du Nord et soulignèrent l'importance pour cette dernière de respecter l'accord-cadre de 1994, essentiel à une normalisation diplomatique avec les Etats-Unis qu'ils appelaient de leurs vœux. Par la suite, les deux pays se joignirent à la France pour critiquer l'intervention unilatérale des Américains en Irak.

2^{EME} PARTIE : EXISTE-T-IL UNE TENTATION CHINOISE A S'ETENDRE VERS LES TERRITOIRES RUSSES ?

Après avoir exposé le passif historique de ces deux géants de l'ère communiste, en passe de devenir des acteurs majeurs de la scène internationale (la Russie pour ses revenus accumulés grâce au pétrole et la Chine pour son dynamisme commercial), la question suivante peut se poser.

Ne peut-on envisager une main mise de l'Etat chinois sur les provinces russes limitrophes ? En effet, la tentation serait grande pour ce dernier de profiter de sa masse démographique, de son poids militaire et de l'affaiblissement relatif de l'Etat central russe afin de faire main basse sur les réserves énergétiques (entre autres richesses du sous-sol) de la Sibérie.

2.1. La Chine privilégie sa construction de puissance économique.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, la Chine contemporaine s'orienta vers une nouvelle voie, visant à la transformer en super-puissance mondiale : celle du « socialisme avec des caractéristiques chinoises ». La poursuite d'une « Grande Chine » répond aux espoirs de la nation chinoise. Le PCC, parti de la classe ouvrière, doit servir les intérêts, non seulement de cette classe mais aussi de toute la nation. Cette ouverture sur le monde « capitaliste » va aller à l'opposé de tout comportement expansionniste.

2.11. Maintenir une stabilité intérieure.

Aujourd'hui, la classe des exploiters (les entrepreneurs privés et la bourgeoisie nationale) est aussi partie prenante dans la construction de la « Grande Chine » et le programme actuel du PCC en tient compte. Il reconnaît aussi le rôle positif de la diaspora chinoise, quelles que soient ses orientations idéologiques. Les contradictions entre classes ne doivent pas empêcher l'établissement de la puissance chinoise. Mais cette coopération entre classes, visant l'avènement de la « Grande Chine » a ses limites : le renforcement de la classe bourgeoise menace toujours de produire une contre-révolution et d'imposer ses propres intérêts au peuple. L'objectif de cette construction est donc de garantir l'unité de la société.

La stabilité intérieure est devenue une priorité pour les dirigeants chinois ; il est donc envisageable que ces derniers ne tentent pas une aventure militaire à l'extérieure de leurs frontières, aventure qui pourrait devenir un prétexte de soulèvement aux opposants du régime.

2.12. L'orientation actuelle.

Le régime actuel tourne le dos à l'idéologie maoïste et menace de pervertir les réformes que Deng Xiaoping avait proposées pour sauver le socialisme chinois. La nécessité de phases récurrentes de « correction du style » constitue l'une des thèses maoïstes abandonnées dès Deng Xiaoping. En 2001, les dirigeants du PCC se réunirent à Beidahe pour débattre de questions idéologiques. Malgré de fortes oppositions au sein du comité central et de la hiérarchie militaire, la formule « Le meilleur du capitalisme et du socialisme doit servir au développement économique de la Chine » fut adoptée.

Ainsi, les capitalistes, dès lors considérés comme des bâtisseurs du socialisme, étaient autorisés à rejoindre le Parti. Les évocations de la lutte des classes furent retirées du programme du PCC avec pour explication qu'elles n'étaient plus d'actualité. Le 14 novembre 2003 eut lieu le 16^{ème} congrès qui introduisit dans son programme et dans la constitution chinoise la thèse des « Trois Représentativités »⁶, développement des idées de Deng Xiaoping proposé par Jiang Zemin. Au mois de mars 2004, la propriété privée fut placée au même plan que la propriété d'Etat.

2.13. Vers une Chine capitaliste.

Lorsque l'on connaît l'importance du verbe dans la culture confucéenne, les orientations actuelles et les abandons de la doctrine purement maoïste mettent en avant cette volonté de changement. La Chine cherche à construire sa puissance économique tout en recherchant une certaine légitimation internationale.

La coopération entre les deux pays reste primordiale. A l'issue de la signature du traité de juillet 2001, les deux gouvernements centraux ont créé une commission conjointe chargée de coordonner la coopération dans huit domaines : l'économie et le commerce, l'énergie (dont l'énergie nucléaire), la technologie militaire, les transports, la finance, les sciences, les technologies de l'information et l'espace. Lors de la visite de Vladimir Poutine à Pékin au début du mois de décembre 2002, Jiang Zemin a proposé de « rehausser la coopération économique et commerciale et de renforcer la coopération en matière de technologie militaire ».

Dans ce contexte, la Russie actuelle court peu de risques de voir ses possessions orientales annexées de force par son voisin.

⁶ Le P.C.C. est le guide des forces productives de la Chine, de la culture chinoise et de la majorité du peuple chinois.

2.2. L'enjeu de l'immigration chinoise.

La Chine peut-elle envisager de se saisir des territoires au nord de l'Amour afin d'assurer un débouché à sa population ?

2.21. Une nécessité réciproque.

Depuis une vingtaine d'années, l'immigration chinoise est croissante dans le monde entier. La Russie reste une destination secondaire, mais incontournable pour les populations pauvres du Nord-Est chinois, qui ne peuvent pas aller ailleurs. La Chine et l'Union soviétique ont signé en 1988 un accord permettant aux populations de certaines villes frontalières des deux Etats de passer d'un pays à l'autre sans visas. Les deux gouvernements centraux espéraient par ce biais dynamiser le commerce frontalier et encourager la coopération économique régionale. En 1989, un accord autorisant la signature de contrats de travail transfrontaliers a également été signé. Economiquement en crise et déficitaires en main d'oeuvre, les régions de l'Extrême-Orient russe avaient autant besoin des biens de consommation chinois que d'un apport de travailleurs. En Chine, cette ouverture permettait de créer d'une part de nouvelles opportunités d'emploi pour les populations du Nord-Est, qui commençaient à être durement frappées par les effets négatifs des réformes, et d'autre part une nouvelle destination pour l'exportation de produits.

Répondant dans un premier temps à la politique d'ouverture des deux gouvernements, les autorités locales russes et chinoises ont multiplié les accords afin de faciliter les transferts de main-d'oeuvre. En l'espace d'une décennie, la Russie est devenue un des principaux bassins d'emploi pour les travailleurs du Nord-est de la Chine.

2.22. Le déséquilibre démographique.

L'ouverture de la frontière a certes permis au commerce frontalier de prospérer dans les premiers mois des années quatre-vingt-dix, mais elle a eu en revanche bien d'autres conséquences sur les autorités et les populations locales russes. En effet, ces dernières ont rapidement assimilé l'installation progressive de populations chinoises dans les régions frontalières russes comme une « invasion » dirigée par le gouvernement central chinois, qu'elles ont accusé de vouloir récupérer une partie des territoires frontaliers perdus. La question des litiges frontaliers, qui a alors animé la politique locale, l'absence de statistiques officielles sérieuses et les spéculations alarmistes des officiels, de certains chercheurs et des médias, n'ont fait que renforcer les populations locales dans cette idée.

Entre 1993 et 1995, de nombreux articles décrivant le « péril jaune » et « l'invasion chinoise » ont été publiés dans la presse locale. Outre des chiffres surréalistes évoquant la présence de « millions » de Chinois en Extrême-Orient russe, un certain nombre de déclarations officielles

ont entretenu le mythe de l'invasion chinoise. Le sentiment anti-Chinois est alors devenu un fait majeur de la vie sociale en Extrême-Orient russe. Afin de faire face à ce qu'elles percevaient comme une menace, les différentes autorités locales ont pris, à partir de 1993, un certain nombre de mesures radicales pour limiter l'immigration⁷.

Ces différentes mesures locales prises de manière unilatérale ont été peu appréciées des deux gouvernements. Limitant les passages, elles ont eu de lourdes conséquences sur le commerce frontalier. Les deux gouvernements sont cependant intervenus de manière habile, en ne condamnant que du bout des lèvres, montrant ainsi qu'ils avaient bien conscience du problème.

Par ailleurs, le déséquilibre démographique dans les territoires russes n'ira que croissant... En effet, il convient de rappeler les chiffres suivants : la population russe des provinces limitrophes n'est que de sept millions de personnes alors que la communauté chinoise y est évaluée à deux millions, avec des flux migratoires (réguliers et clandestins) de près de 100 000 personnes par an. Comme pour la province du Kosovo, la loi du nombre finira par faire foi et ces régions risquent de se voir assimiler par le poids démographique chinois.

2.23. La contrebande, facteur de déstabilisation.

Si la contrebande est aussi bien le fait de trafiquants chinois que russes, ce sont toutefois les premiers qui sont le plus souvent montrés du doigt. Les autorités frontalières russes les accusent en effet de « piller » les forêts et les cours d'eaux de la région et de nuire à l'économie locale. Afin de lutter contre ce fléau, les gardes-frontières russes organisent chaque année d'importantes opérations, en général d'une durée d'un mois, visant à traquer les contrebandiers. Néanmoins, quelle que soit l'intensité des traques, dont certaines sont exagérément violentes, les gardes-frontière russes ne pourront pas résoudre le problème de la contrebande sans l'aide de leurs homologues chinois, par le biais d'une coopération étroite.

Le rôle fort et régulateur des deux gouvernements a toutefois pris le pas sur les décisions unilatérales et arbitraires des autorités locales russes. La question d'une « invasion » qui serait planifiée par le gouvernement central chinois paraît peu fondée. Les autorités locales ont une nouvelle fois utilisé « la menace chinoise » pour régler leurs comptes avec Moscou. Quant à la Chine, elle s'est toujours opposée à l'immigration illégale, prônant la coopération avec les gardes-frontières russes. Pour le gouvernement central chinois, l'Extrême-Orient russe représente certes une opportunité intéressante pour pallier la réduction du marché de l'emploi

⁷ En juin 1993, les autorités du Primorie ont autorisé des troupes de Cosaques à établir des postes frontaliers afin de contrôler l'immigration illégale et la contrebande.

qui frappe les régions du Nord-Est, mais il respecte le cadre légal autorisé par les accords bilatéraux.

2.24. Vers une zone de « non droit » et une assimilation chinoise ?

Il existe donc un risque majeur de déstabilisation, qui ne serait donc pas le fait des gouvernements centraux, mais relatif à l'action des autorités locales. De plus, l'action grandissante des mafias locales (chinoises et russes, est-il besoin de repréciser), tend à détériorer la situation.

Les actions non coordonnées des autorités russes, le racisme sous-jacent envers la population chinoise (alors que l'apport de cette main-d'œuvre est vital pour l'économie locale), les différences de perception et de culture, déjà exposées supra, peuvent entraîner cette région dans un déséquilibre local et en faire une zone de « non droit » propice aux trafics en tout genre. Il est indéniable que la Russie ne dispose ni des moyens, ni de la volonté, pour faire régner l'ordre dans une partie de son empire qui ne fut que très rarement prioritaire.

2.3. Le déséquilibre des forces en présence.

Une tentation chinoise pourrait se concevoir si l'on examine les forces militaires se faisant face. En effet, le temps de la toute puissante Armée Rouge est révolu et la Russie n'a plus les moyens de projections qui furent les siens à la fin des années soixante dix. Le déséquilibre est tel que le corps des gardes-frontières ne pourrait s'opposer à une invasion des forces chinoises.

Les points suivants sont donc à étudier si l'on veut envisager ce risque de déstabilisation de la région sous un angle militaire.

2.31. Etat des lieux de l'armée russe.

L'armée russe n'est plus que l'ombre de l'ancienne Armée Rouge. La crise de la Transformation, de 1990 à 1997, avait appauvri le pays de plus de 50% et débouché sur la crise financière du mois d'août 1998. L'armée, autrefois pilier national, n'y avait pas échappé. Le rapatriement des unités s'était déroulé de manière chaotique et bon nombre de cadre vendait équipements et stocks sur le marché noir.

Si le taux de croissance annuel de 7 à 8% est maintenu depuis 1999, cela a permis à la Russie de rembourser ses dettes et de se dégager de la tutelle financière internationale ; en 2005, le niveau de production de 1991 n'était pas encore retrouvé. Dans cette croissance composite et désarticulée⁸, les forces armées peinent à trouver les crédits nécessaires au simple bon

⁸ C'est l'effet économique nommé « Dutch Disease » : les exportations permettent une hausse des réserves monétaires, donc une augmentation des ressources du budget de l'Etat. Ce dernier baisse la charge fiscale des

fonctionnement. Par ailleurs, le corps des gardes-frontières dépend du Ministère de l'Intérieur, qui a la responsabilité de l'intégrité territoriale de cette région. La démilitarisation, consécutive aux différents accords déjà cités, a créé un vide capacitaire face aux forces armées chinoises ; si le gouvernement russe peut se permettre de perdre du terrain, en cas d'invasion, en échange de temps, rien n'est moins sur que cela suffira pour projeter des renforts nécessaires à la défense de l'Extrême-Orient.

D'autre part, les forces russes sont focalisées sur la Tchétchénie et sur les ramifications internes de ce conflit, de Beslan à Moscou... La priorité reste donnée à ce théâtre ; un effort a été fait avec la projection d'une unité au Kosovo entre 1999 et 2002, mais il est resté secondaire. V. Poutine recentre également l'action de ses troupes sur la sphère d'intérêt russe : le départ des troupes américaines d'Ouzbékistan va permettre un certain retour de la Russie en Asie Centrale.

Si l'on rajoute à cet ensemble une crise interne de l'armée russe, s'illustrant par les difficultés à faire appliquer une conscription inégalitaire et aléatoire, les départs massifs des officiers vers le secteur privé, la corruption omniprésente, il apparaît comme évident que la Russie n'aurait pas les forces conventionnelles nécessaires pour s'opposer à une éventuelle aventure chinoise en Sibérie.

Il ne faut toutefois pas exclure l'emploi de l'arme nucléaire : les dirigeants russes gardent encore cet atout en leur faveur. Nul ne pourrait prédire l'attitude d'un homme tel que Vladimir Poutine s'il devait répondre à une agression avec les moyens dont il dispose réellement. L'enjeu resterait alors négligeable. Le principe de la dissuasion, qui a fonctionné durant quarante années de guerre froide, continue de s'appliquer, même pour un pays tel que la Chine.

2.32. La doctrine chinoise

Si la faiblesse de l'appareil militaire n'est plus à démontrer (sans remettre en question la valeur individuelle du soldat russe, qui très souvent a fait merveille dans l'adversité⁹, d'autant plus lorsqu'il défend le sol de sa patrie), qu'en est-il de la partie chinoise ?

Il n'y aura pas de retour sur les traités de non agression, signés entre les deux parties et garants actuels de la stabilité dans la région. Toutefois, l'Histoire a montré la force des traités lorsque l'un des intervenants décidait de tenter l'aventure...

ménages mais maintient un taux de change élevé ; ces différents facteurs entraînent généralement une destruction progressive de l'appareil de production.

⁹ Rappelons ce mot de Napoléon 1^{er} durant la bataille de la Moskova : « Il ne suffit donc pas de tuer un Russe, il faut en plus le pousser pour qu'il tombe ».

2.32.1. L'organisation militaire.

La Commission militaire centrale (CMC) est l'organe suprême de la direction militaire de l'Etat ; elle a le pouvoir sur toutes les forces armées. Sous son commandement, les forces armées sont organisées par région militaire et par armées. Chaque unité a ainsi une zone d'action bien définie, géographiquement ciblée.

Les forces armées chinoises sont constituées de l'Armée populaire de Libération de Chine (APL), de la police armée et de la milice populaire, aisément mobilisable, notamment dans les zones rurales. La police armée est un élément important des forces armées du pays. Elle assume la sécurité publique et l'ordre social, devoir que l'Etat lui assigne. Elle se compose des unités du maintien de la sécurité intérieure, de gardes-frontières, de gardes des centrales électriques, des communications, des mines d'or et des forêts. Ces attributions placeraient ces unités comme désignées pour la main mise sur la Sibérie.

Fin 2005 et après la restructuration entamée, les effectifs se montent à 2 300 000 militaires en service.

En vertu de la loi sur la défense nationale, le gouvernement chinois a adopté le principe du développement coordonné de la défense nationale et de l'économie. Sur cette base, le budget défense a donc été en augmentation ces dernières années. En 2004, il se montait à l'équivalent de 21,17 milliards d'euros. Toutefois, les dépenses destinées à la défense sont inférieures à celles des principaux pays occidentaux et la proportion qu'elles occupent dans le PIB et les dépenses financières de l'état sont relativement basses¹⁰. Elles restent cependant très supérieures à celles de l'Etat russe.

2.32.2. La politique de défense.

Par ailleurs, en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, la Chine attache de l'importance et apporte son soutien aux opérations de maintien de la paix ainsi qu'à la sécurité internationale¹¹. Depuis 1989 et les événements de Tienanmen, la Chine cherche à regagné une légitimité démocratique et à reconstruire son image diplomatique.

Enfin, il convient de souligner que la Chine poursuit fermement une politique de défense nationale à caractère défensif. Renforcer l'édification de cette défense et sa modernisation, sauvegarder la sécurité et l'unité de l'Etat en sont les tâches principales¹². Les objectifs de la défense nationale inscrits dans la Constitution sont clairs et posent la défense du territoire

¹⁰ En 2003, ces dépenses ne représentaient que 5,69% de celles consenties par les Etats-Unis, 58,78% de celles du Japon ou 75,94% de celles de la France.

¹¹ Depuis 1990, la Chine a envoyé 3 400 hommes participer à 13 missions de l'ONU. Actuellement, 845 participent encore à 6 missions différentes.

¹² Une des tâches officielles de la défense nationale mérite d'être soulignée : « Garantir le bon déroulement de la construction d'une société au niveau de vie relativement aisé ».

comme pierre angulaire. Le terme de « réunification » du territoire s'applique à Taiwan et ne concerne pas directement notre étude.

Actuellement, la Chine semble vouloir poursuivre une politique diplomatique d'indépendance et de paix et s'en tenir à sa nouvelle conception sécuritaire caractérisée par la confiance mutuelle. Si elle en a les moyens militaires et techniques, il ne semble pas y avoir de volonté politique à tenter une invasion des provinces russes.

2.4. La question énergétique.

2.41. L'état des besoins.

La Chine reste dépendante de ses approvisionnements énergétiques pour assurer son développement économique. La complémentarité des deux pays qui existe dans le secteur de l'énergie apparaît comme l'essence même de la coopération sino-russe. En effet, d'un côté la Russie possède d'énormes ressources, dont l'exportation est essentielle pour son développement économique, tandis que la Chine, dont les ressources ne suffisent pas pour alimenter les besoins d'énergie croissants que nécessitent le développement économique et la réalité démographique du pays, est obligée d'importer depuis 1993. La Russie possède d'importantes réserves de pétrole et de gaz. A la fin de l'année 2001, ces réserves prouvées représentaient respectivement 4,6 % (6ème rang mondial) et 30,7% (1^{er} rang) du total mondial.

Au vu de telles perspectives, la Chine et la Russie ont donc de grands intérêts à engager une coopération énergétique à long terme. En Russie, les grandes compagnies du secteur de l'énergie ont d'ailleurs rapidement compris les bénéfices qu'elles pourraient tirer de cette coopération. Le 25 février 1999, la firme pétrolière russe IOUKOS a signé un accord avec la compagnie nationale chinoise de pétrole et de gaz, dans lequel elle s'est engagée à exporter dix millions de tonnes de pétrole en Chine d'ici 2005. Cet accord a été validé sept mois plus tard par les ministères russes de l'Energie, du Commerce extérieur et des Ressources naturelles, sur ordre de Vladimir Poutine, qui n'était alors que Premier Ministre. Afin de faciliter le transport de ces volumes de pétrole, l'entreprise russe et son homologue chinois envisagent actuellement de construire un oléoduc entre la ville sibérienne de Tomsk, où se situent les gisements pétroliers de IOUKOS, et la Chine.

2.42. Le risque maîtrisé.

Il serait donc tentant de penser que les autorités chinoises décident de s'approprier les réserves sibériennes de gaz et de pétrole, vitales pour leur économie. Au-delà du « suicide »

politique et diplomatique que cela entraînerait, il est actuellement peu envisageable de tabler sur ce scénario du fait de l'imbrication économique des deux pays.

En effet, la coopération sino-russe en matière de gaz ne concerne pas seulement les constructions de gazoducs transfrontaliers. Certaines grandes firmes russes sont également intégrées dans des projets nationaux chinois. C'est le cas de la société GAZPROM qui participe notamment à l'élaboration d'un projet de développement d'un gisement de gaz (KELA 2) dans le bassin du Tarim, ainsi qu'à la construction d'un gazoduc géant (4 200 kilomètres de long) entre le Xinjiang et Shanghai. Sa participation dans ces projets est issue d'un accord passé entre le gouvernement chinois et son homologue russe le 18 juillet 2001. Afin de mener à bien cette coopération, GAZPROM a ouvert un bureau permanent à Pékin, en décembre 2001, devenant ainsi l'établissement économique russe le plus important de la capitale.

3^{EME} PARTIE : LES ATTITUDES POSSIBLES DE LA RUSSIE.

Il a été exposé que la Russie ne pouvait s'opposer physiquement à une incursion chinoise. De manière récurrente, il apparaît clairement que la Russie ne peut avoir de visées expansionnistes dans cette partie de son empire, par manque de volonté d'abord, mais aussi par manque de moyens. Une agression chinoise reste donc hypothétique.

Cependant, les dirigeants et sinologues russes sont également conscients que leurs faiblesses et autres attermolements pourraient être exploités sans délais par les autorités chinoises.

S'il ne peut y avoir de réponse militaire à une éventuelle annexion, si l'on excepte l'arme nucléaire, il convient à présent de s'interroger sur les leviers qui pourraient être actionnés par les Russes afin de prévenir le développement d'une crise.

3.1. La coopération en matière d'armement.

Ce que l'on ne peut interdire, autant pouvoir le contrôler et le canaliser. Cette maxime pourrait résumer la politique que veulent appliquer bon nombre de dirigeants russes vis-à-vis de la Chine, notamment dans le domaine de l'armement.

3.11. Le cas particulier du nucléaire.

L'énergie nucléaire est également un secteur stratégique où la coopération sino-russe tend à être de plus en plus dynamique. La coopération nucléaire entre les deux pays a été lancée en 1992 par la signature d'un accord intergouvernemental autorisant la construction d'une centrale nucléaire à Tianwan, dans la province du Jiangsu. La construction de cette centrale est primordiale pour la municipalité de Shanghai à qui elle devrait fournir 14 milliards de KWH par an. La livraison des premiers équipements nécessaires à cette construction a été effectuée par la Russie à la fin de l'année 2003. Si le projet de la centrale de Tianwan reste pour l'instant le principal projet entre les deux pays en termes de coopération nucléaire, la visite à Pékin, au début du mois de juillet 2002, du ministre de l'Energie Alexander Rumyantsev, accompagné d'une délégation d'experts nucléaires, laisse clairement présager la concrétisation d'autres projets à l'avenir.

Il est inutile de refaire un parallèle entre les implications militaires et civiles du nucléaire (l'exemple actuel de l'Iran offre suffisamment de pistes de débats et de réflexions) ; en se plaçant comme partenaire incontournable de la Chine, la Russie s'assure des avancées de son voisin dans ce domaine et conserve une certaine main mise technologique.

3.12. La Russie s'impose comme partenaire majeur.

La Chine est récemment passée devant l'Inde et est devenue le premier acheteur d'armes russes. En 2002, ses acquisitions ont atteint environ trois milliards de dollars. Depuis 1992, la Chine a acheté pour plus de 16 milliards d'armes auprès de la Russie, principalement des avions de chasse, des missiles et des navires. Le développement des forces armées a toujours été un axe central pour le gouvernement chinois. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, comme le prouve la nature de ses achats, elle accorde une attention toute particulière au développement de ses forces navales et aériennes. Stratégiquement, cette modernisation a pour objectif de permettre à ses forces armées d'atteindre les périphéries maritimes où elle connaît quelques litiges, même si la tension la plus importante reste sans aucun doute la question de Taiwan, toujours perçue comme une potentielle source de confrontation avec les Etats-Unis. En Russie, la situation est à l'opposé. Le gouvernement cherche à vendre ses stocks hérités de la période soviétique. Comme dans le cas de l'énergie, l'effondrement de l'URSS a provoqué une forte crise dans le secteur de l'armement, et l'exportation semble être la meilleure solution pour l'enrayer. En 2001, la Russie était le deuxième exportateur d'armes au monde, derrière les Etats-Unis.

3.13. Le renforcement de la cohésion par le biais des exercices.

Outre le commerce des armes, la coopération militaire sino-russe inclut également la formation et les exercices conjoints. En octobre 1999, les deux pays ont décidé d'accroître leur coopération dans le secteur de la marine en développant les ventes d'armes et les transferts de technologies, les exercices conjoints et en formant du personnel chinois dans les académies militaires russes. Cette décision a succédé à un exercice conjoint, le premier depuis 1949, entre la flotte russe du Pacifique et la flotte chinoise de la mer de Chine de l'Est effectué au large de Shanghai. Le 25 mars 2000, un groupe de soixante officiers des forces armées aériennes chinoises s'est rendu en Russie pour suivre durant cinq mois une formation concernant les systèmes de défense antimissile. A la mi-août 2002, les forces armées terrestres des deux pays ont effectué un exercice conjoint en Mongolie intérieure, le long de leur frontière commune. Lors de l'été 2005, 800 officiers et militaires russes ont participé à des manœuvres terrestres au sein des forces chinoises.

L'ensemble de ces liens à caractères militaires ne fait que renforcer les implications mutuelles ; bien que ces deux pays aient vécu dans une défiance mutuelle et soient allés jusqu'à l'affrontement, cette coopération ne peut être que synonyme de garant de la paix.

3.2. Développer les liens commerciaux.

Contrairement aux coopérations énergétique et militaire, la coopération commerciale apparaît comme le point faible de la coopération sino-russe. Lors des années quatre-vingt-dix, la coopération économique a été plutôt chaotique, à l'image de l'évolution du commerce bilatéral. Après avoir atteint un premier pic en 1993, avec 7,68 milliards de dollars, ce dernier s'est effondré durant les années 1994 et 1995, au terme desquelles il est tombé à 5 milliards de dollars. Par la suite, la crise asiatique de 1997 et la crise financière russe de 1998 n'ont pas permis une reprise réelle qui s'était pourtant amorcée en 1996. Il a fallu attendre le redressement de l'économie russe à partir de 1999 pour que la situation s'améliore. Entre 1999 et 2002, le commerce bilatéral sino-russe est en effet passé d'une valeur de 5,5 milliards de dollars à une valeur de 12 milliards. Plus haute somme jamais atteinte dans son histoire, ces 12 milliards de dollars n'ont néanmoins été jugés qu'insuffisants par les acteurs politiques et économiques des deux pays.

Ce sentiment d'insuffisance est aisément confirmé par l'analyse des chiffres. En 2000, le commerce sino-russe ne représentait que 5 % du commerce total de la Russie et 1,6 % du commerce total de la Chine, pour laquelle la Russie n'est d'ailleurs que le douzième partenaire commercial. Pour ce qui est des investissements, la situation n'est guère meilleure. En 2000, on ne comptait que 250 millions de dollars d'investissements chinois en Russie, contre 230 millions de dollars d'investissements russes en Chine. Conscients que des efforts doivent être faits dans ce domaine, les deux gouvernements tentent depuis peu d'encourager les visites dans leur pays respectif de divers acteurs économiques.

Il convient donc de relativiser le problème du commerce des régions frontalières, dont le poids reste minime à l'échelle des deux pays.

La complémentarité de la Chine et de la Russie dans certains domaines tels que l'énergie et l'armement, tout comme leur commune opposition à l'ordre mondial d'après-guerre froide, ont grandement facilité la coopération sino-russe, chaque année plus dynamique. Les rencontres officielles et les projets de coopération signés vont croissant et touchent des secteurs toujours plus nombreux. Outre ceux déjà cités, la coopération sino-russe touche également des domaines aussi variés que l'agriculture, la sylviculture, le transport aérien, l'aérospatial et les sciences et technologies.

3.3. Privilégier la voie diplomatique dans le différend frontalier.

La diplomatie était restée muette durant des décennies ; elle a repris ses droits dans le cadre des relations bilatérales.

Les avancées constructives sur la question de la frontière permettront de faire reculer un conflit potentiel.

La visite du Président Poutine à Pékin en octobre 2004 était, un événement symbolique qui devait illustrer le réel retour aux relations sino-russes de la sphère « des intérêts géopolitiques », qui existait avant la révolution d'Octobre. Dans les années quatre-vingt-dix, les diplomates russes, et le Président Eltsine, avaient déjà à plusieurs reprises appelé au « passé fraternel » entre les deux peuples, mais cette formule ne convenait pas au côté chinois, qui cherchait plutôt à satisfaire ses intérêts et à ne pas créer une alliance politique avec la Russie. L'idée de réanimer une union sino-russe afin de contrebalancer la puissance américaine, restait, au fond, une conception de certains diplomates russes de formation soviétique.

3.31. La situation actuelle sur la frontière.

Les diplomates russes ont cherché, à plusieurs reprises à trouver une formulation pour caractériser les relations bilatérales. Le Ministère des Affaires Etrangères russe a parlé de « relations stratégiques » et « prioritaires » (sans un sens réel en langage diplomatique). Par ailleurs, les mots « stratégique » et « prioritaire » n'ont pas de sens particulier en chinois.

Le résultat principal de la visite du Président Poutine fut la conclusion de l'accord supplémentaire sur la délimitation frontalière. Il s'agissait du territoire des îles sur les rivières Amour et Oussouri. Ces îles se trouvent pratiquement dans la limite de Khabarovsk et sont déjà intégrées dans l'infrastructure de la ville. Les Chinois n'étaient pas d'accord pour que la Russie conserve ces îles (TARABAROV et BOLSHOY USSURIYSKY) comme territoire national. Finalement, un compromis a été trouvé. Les îles, dont la souveraineté était discutée, ont été partagées en deux. La frontière sino-russe passe directement à Khabarovsk. Du point de vue de la sécurité, cette proximité avec la Chine est considérée comme « plus que risquée », mais dans la situation d'impasse de la négociation sino-russe, c'était la seule possibilité de régler la question territoriale entre les deux pays.

Sinon, la Russie serait restée dans la perspective prévisible d'avoir à faire face à de nouvelles prétentions chinoises...

3.32. Une projection sur l'avenir et l'atout du pétrole sibérien.

En 2005, les deux Etats n'ont pas encore d'accord général sur toute la ligne frontalière, ce qui permettra, bien sûr, à la Chine d'accroître ses demandes de concessions non territoriales avant de conclure un tel accord, mais le fait que les deux Etats n'ont plus de secteurs discutables sur la frontière commune, doit être considéré comme un renforcement des positions géopolitiques de la Fédération de Russie en Extrême-Orient. A court terme, c'est-à-dire dans les cinq années

à venir, il est très peu probable que les deux pays parviennent à un accord général sur les questions frontalières.

Selon une information non-officielle, la Russie aurait pu conserver ces îles, mais en échange les Chinois demandaient un droit prioritaire et un prix très favorable sur l'exportation du pétrole par l'oléoduc « ANGARSK DA QING » (qui reste encore à l'état de projet). Le gouvernement russe a choisi de sauvegarder le pétrole sibérien pour avoir un mécanisme politique de pression sur la Chine. Une partie de la presse russe a accusé le Président Poutine d'avoir marchandé le territoire national. Cependant, la Russie a préservé ses atouts dans son jeu géopolitique avec la Chine. Actuellement, la Russie planifie la réalisation d'un projet d'exportation du pétrole au Japon à partir de la ville de Nakhodka, avec la perspective éloignée de construire un oléoduc parallèle vers Da Qing en Chine. Et même si le gouvernement japonais n'est pas prêt à trouver un compromis avec la Russie sur la question des îles Kouriles, le pétrole, ou plus précisément son absence au Japon, sera aussi un bon moyen de résoudre les différends. Les démarches du parlement japonais sur la question « des territoires du Nord » peuvent menacer directement la perspective de la réalisation de ce projet et avoir indirectement des répercussions sur la Chine.

3.4. Les médiateurs possibles d'une crise éventuelle.

Cependant, cette apparente osmose n'est pas sans limites. Comme la période entre le 11 septembre 2001 et le début de l'intervention américaine en Irak l'a montré, cette relation peut être facilement déstabilisée par l'influence américaine. Les deux Etats sont en outre concurrents dans plusieurs régions.

3.41. Le groupe de Shanghai.

Malgré leur présence dans le groupe de Shanghai avec les Etats d'Asie centrale, la Russie n'est pas sans se méfier de l'influence croissante de la Chine dans cette région qu'elle considère comme son pré carré.

Le Groupe de Shanghai a été établi en grande partie pour lutter contre des ennemis communs représentés encore une fois par les Etats-Unis, qui tentent de s'implanter dans la région, mais aussi par les mouvements fondamentalistes musulmans, susceptibles d'alimenter les séparatismes tchéchènes en Russie et ouïgours en Chine. Cependant, en dépit de cette coopération affichée, la Chine s'est toujours opposée à la participation de la Russie dans les discussions concernant la péninsule coréenne.

Ce groupe, que l'on pourrait qualifier « à géométrie variable » en fonction des problèmes et sujets abordés, reste toutefois une excellente table de réunion ; lorsque l'on connaît les

différends frontaliers entre l'Inde et la Chine (qui restent sans commune mesure, autant en intensité qu'en retentissement mondial), le simple fait que ces deux pays aient accepté de siéger en commun souligne la puissance certaine du Groupe de Shanghai. Il pourrait donc avoir vocation, si besoin était, de jouer un rôle de médiation entre la Chine et la Russie, dans le cadre d'une montée de tension.

3.42. L'action de l'ONU.

La Chine siégeant au Conseil de Sécurité de l'ONU, elle ne peut donc se permettre tout et n'importe quoi en matière de relations internationales, d'autant plus qu'elle s'inscrit dans la dynamique que nous avons exposée supra.

Là encore, elle se trouve à une table commune avec la Russie, à l'instar (bien qu'à un autre degré) du Groupe de Shanghai. Si la Chine devait tenter l'aventure de l'annexion, la Russie se verrait dans la position de la victime, pour des motifs mercantiles qui plus est... Une crise n'arrivant jamais sans signes avant coureurs, les possibilités de médiations seraient nombreuses, mais surtout, la Chine pourrait exposer de manière publique cette agression.

Par ailleurs, à l'heure de la mondialisation, un conflit entre deux grandes puissances ne pourrait rester limité à un cadre régional étroit ; les autres membres du Conseil de Sécurité auront les arguments nécessaires pour circonvenir la crise.

3.43. La question coréenne.

La Chine possède un arsenal relativement sophistiqué d'armes nucléaires (bien plus redoutables que les équipements nucléaires nord-coréens). La Chine ne favorise pas le terrorisme, et se considère même au contraire comme une victime (cas des séparatistes ouïgours). Elle aurait tout à perdre d'un conflit, potentiellement nucléaire, sur le territoire voisin de la Corée du Nord, dont les conséquences pourraient être catastrophiques pour l'ensemble de la région nord asiatique.

La Russie est consciente des effets catastrophiques qu'aurait un tel conflit et déploie d'importants efforts diplomatiques pour l'éviter. Les négociations avec la Corée du Nord, dans un contexte de fortes pressions américaines, fournissent une occasion à la Chine et à la Russie d'agir de concert (ce qui a d'ailleurs surpris les Etats-Unis et les inquiète quelque peu). En fait, le maintien du régime de Pyongyang est aussi nécessaire à la Russie qu'à la Chine : la Corée du Nord constitue un facteur géopolitique important permettant de lutter contre les prétentions japonaises en Asie du Nord. Selon les sinologues russes, Pyongyang constitue aussi un allié potentiel de la Corée du Sud. Le déclenchement d'un conflit contre le régime de

Corée du Nord impliquerait en effet une participation du Japon aux côtés des Américains, qui ne serait pas acceptable pour Séoul.

Sur cette question, les deux états pourraient donc trouver une ligne commune, vecteur de rapprochement et garant de la stabilité commune.

3.44. Le rôle possible des Etats-Unis.

Les ratés des relations régionales sino-russes dans la dernière décennie du vingtième siècle permettent d'affirmer qu'aujourd'hui, la Russie ne prétend plus à la domination des affaires régionales, mais tente seulement de rattraper les autres acteurs (Chine, Japon, Corée du Sud). Après la chute de l'URSS, la Chine reprit la position de puissance politique régionale laissée vacante. Peu à peu, « l'Empire du Milieu » commença à menacer les positions du Japon mais encore plus celles des Etats-Unis dans la zone Asie Pacifique.

Si les Etats-Unis semblent conscients de l'incapacité actuelle de la machine militaire chinoise à mener des opérations offensives, ils se rendent également compte que l'APL n'est pas l'armée irakienne : elle est entièrement capable d'empêcher l'armée américaine de mener toute action sur le sol chinois. Les récentes acquisitions de systèmes antimissile (*TUNGUSSKA*, *TOR M1*, *TOCHKA M*) et de croiseurs stratégiques auprès de la Russie s'inscrivent dans cette visée politique de réduction de la capacité américaine à frapper des cibles terrestres. Le seul moyen efficace serait alors une frappe nucléaire. Mais les Etats-Unis peuvent difficilement faire passer le régime communiste de Pékin pour un « péril rouge menaçant le monde civilisé » sur lequel il serait légitime d'abattre le feu nucléaire

Les analystes militaires russes estiment que les Etats-Unis sont capables, peu à peu, de construire et de développer une menace chinoise, comme ils ont patiemment créé la menace irakienne. D'autant plus, les américains pourront exercer des pressions sur les défauts chinois : ambitions à la domination sur le monde confucéen, tensions frontalières avec plusieurs voisins, tension interethniques et mouvements séparatistes (Tibet et Xinjiang), violations des Droits de l'Homme... Les sinologues russes préfèrent ne pas exclure la possibilité d'un tel engrenage, car il est possible que la modernisation technique de l'armée chinoise finisse par être suffisante pour que les militaires américains la considèrent comme une manœuvre de préparation à l'expansion dans la région du Pacifique.

Il est donc possible d'avancer que les Etats-Unis pourraient être le meilleur garant de l'intégrité du territoire russe en Extrême Orient. En effet, ces derniers ne cachent pas leur rôle de « gendarme du monde » ; si leurs relations avec la Chine restent cordiales, pour le moment, c'est en grande partie parce que cette dernière achète massivement des bons du trésor

américains (permettant par là le financement de la guerre en Irak) en échange de débouchés commerciaux. Ces relations mercantiles, où chaque parti y trouve ses intérêts, ne doivent pas occulter l'appui inconditionnel des Etats-Unis à Taiwan, ainsi que leur souci de voir limitée la sphère d'influence chinoise.

Une agression à l'encontre de la Russie ne devrait pas être admise par les Etats-Unis (ainsi que par le Japon, qui investit massivement depuis une décennie dans l'exploitation des gisements sibériens) : un conflit régional pourrait être interprété comme une reprise des visées expansionnistes chinoises, qui menacerait à terme non seulement l'équilibre de la zone Asie Pacifique mais celui de l'ordre mondial.

Une action menée en Sibérie pourrait être, au-delà de l'intérêt énergétique, une répétition en vue de l'annexion de Taiwan, afin de tester notamment les réactions internationales. Si les Etats-Unis peuvent éventuellement admettre la perte de la Sibérie russe, ils s'opposeraient à la main mise sur Taiwan, avec qui ils ont des accords de défense. Ils ne pourront rester muets dans le premier cas, faute de perdre leur crédibilité... Et une attitude passive n'est pas le *modus operandi* américain, surtout depuis le 11 septembre 2001.

Conclusion

Un certain nombre de problèmes restent actifs lorsque l'on analyse les relations entre la Chine et la Russie à l'échelle régionale. Les rapports entre les territoires situés de part et d'autre de la frontière ont été extrêmement tendus durant le milieu des années quatre-vingt-dix. Les questions de la démarcation frontalière et de l'immigration chinoise dans les régions russes ont provoqué une fronde des autorités locales qui a grandement influé sur le commerce frontalier et les projets de coopération économique régionale.

Le destin de l'Extrême-Orient russe dépend essentiellement de l'évolution de la stratégie politique et économique de la Chine en Asie Pacifique. Au début des années 90, la Russie a déjà eu à lutter contre les ambitions de la Chine, qui a déjà démontré qu'elle se sentait maître de la situation en Extrême-Orient russe. En même temps, l'Extrême-Orient russe a commencé à agir comme un état indépendant dans la politique internationale de la région en désobéissant au pouvoir central fédéral et en désorganisant les manœuvres politiques du Kremlin. Parallèlement, le gouvernement central semble hésiter dans la détermination de sa stratégie envers la Chine et néglige les trajectoires historiques qui ont souvent marqué la région.

Plusieurs sinologues russes estiment que le « miracle chinois » est largement exagéré. L'économie chinoise est entrée en situation de surchauffe. Le déséquilibre entre les provinces centrales et littorales ainsi que le déficit en ressources naturelles menacent l'intégrité du territoire. En outre, malgré la forte croissance de son PIB, la Chine demeure un « pays pauvre » du point de vue du niveau de vie de la majorité de sa population. En outre, la croissance continue de la population, malgré les mesures en vigueur, implique des défis en termes d'approvisionnement et crée de multiples tensions sur le marché du travail.

Les experts militaires russes estiment que la politique chinoise de transferts massifs de populations de Chine centrale vers les régions du Nord-Est et de l'Ouest (en particulier Mandchourie et Xinjiang) va créer une pression artificielle sur la frontière sino-russe. En cas de crise économique ou politique, cette masse pourrait tenter de se réfugier sur le territoire russe. Dans le contexte de la crise démographique russe actuelle, cette perspective semble très inquiétante.

La vision russe reste pessimiste quant à l'avenir de la région. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue une certaine « hystérie sinophobe » qui règne dans les régions frontalières russes. La peur de l'autre et le passif historique peuvent engendrer des réactions irrationnelles.

En effet, il y a peu à craindre d'une invasion chinoise en Primorie ou en Sibérie, à court ou moyen terme, afin de se saisir des nombreuses ressources énergétiques ou minérales. Les interactions commerciales, le jeu diplomatique, la puissance des Etats-Unis et son implication dans la région seront les garants d'une certaine stabilité et préviendront d'une éventuelle aventure militaire chinoise, dont les gains immédiats seraient balayés par la riposte internationale. Il ne faut pas négliger non plus le fait que la Chine doit avant tout préserver sa stabilité intérieure, tâche ardue lorsque l'on doit gérer plus d'un milliard de concitoyens ; actuellement le pouvoir chinois ne prendra pas le risque d'une déstabilisation et d'une chute du régime pour des puits de pétrole. La Sibérie n'est pas Taiwan.

En revanche, la situation sur le long terme devrait s'avérer différente. La bascule démographique se fera en faveur de la population chinoise ; si aucune politique n'est menée par le pouvoir central russe, les provinces d'Extrême-Orient finiront par être assimilées démographiquement et « naturellement ». La Chine n'aura pas, *in fine*, à se servir d'autres armes...

Bibliographie

1. « **La Mandchourie oubliée** » de Jacques SAPIR. (Editions du Rocher. 1996)
2. Atlas géopolitique de G. CHALLIAND.
3. Revue « **Les cahiers de Mars** ». (N°183/1er trimestre 2005)
4. « **Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie** » (Études du CERI/N° 96 de juillet 2003). Etude de S. COLIN.
5. « **La défense de la Chine au 21ème siècle** » : Etude DRM 2005.
6. « **L'état de l'armée russe** » : Etude DRM 2004.
7. « **La question territoriale : enjeu géopolitique et idéologique dans les relations sino-russes** » ; Thèse de doctorat de I. Sarsembaev (2005).
8. « **L'empire d'Eurasie** » d'Hélène CARRERE D'ENCAUSE. Fayard (2005).
9. « **La Russie au tournant du 20^{ème} siècle** » d'Hélène CARRERE D'ENCAUSE. Fayard (2005).
10. « **Le triangle Russie Etats-Unis Chine** » de A. LEGAULT et F. BASTIEN. Etude publiée aux Presses de l'Université (LAVAL. 2004).